

## Sur l'environnement, trois projets très opposés



Jordan Bardella, à l'issue d'une rencontre avec des employés de GazelEnergie, à Carling (Moselle), le 7 mai. JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN/AFP

Matthieu Goar

### Quand le RN promet d'abroger les normes écologiques, la gauche se montre ambitieuse et la majorité prudente

**L**es défenseurs de l'environnement et les acteurs de la cause climatique s'étaient faits à l'idée : au mieux, l'écologie serait reléguée au second plan de la campagne des élections européennes ; au pire, elle serait instrumentalisée par une partie de la droite et par l'extrême droite. La dissolution décidée par Emmanuel Macron au soir du 9 juin a plongé scientifiques, cercles de réflexion, militants et activistes dans des abîmes de perplexité et d'inquiétude.

Des dizaines de sujets de préoccupation, de secteurs et de filières sont maintenant tributaires du choix des Français aux législatives du 30 juin et du 7 juillet. « *Tous les partis ont maintenant identifié l'enjeu climatique, mais les réponses varient énormément*, résume Caroline François-Marsal, spécialiste des politiques européennes au sein du Réseau Action Climat. *Cela va de programmes qui permettent de se mettre dans les clous de l'accord de Paris à d'autres qui envisagent des vrais reculs sur les acquis des dernières années.* »

Depuis une dizaine de jours, les trois principaux blocs, le Rassemblement national (RN), le Nouveau Front populaire (NFP) et la majorité présidentielle sortante (Ensemble pour la République) ont présenté leur programme. Et, en matière de climat et d'environnement, trois philosophies s'affrontent. Avec potentiellement des conséquences importantes pour les trajectoires climatiques de la France alors que le Haut Conseil pour le climat a salué, jeudi 20 juin, des « *avancées significatives* », mais encore « *insuffisantes* ».

#### « **Lacunes et contradictions** »

Lundi 24 juin, lors de la présentation de son projet, le président du RN, Jordan Bardella, n'a pas dévié de la ligne qu'il avait défendue lors des européennes : la dénonciation d'une écologie prétendument punitive avec, à la clé, un assouplissement ou même une disparition des normes dans de nombreux domaines. « *Du jour au lendemain, dans les campagnes françaises, on ne peut pas se déplacer en trottinette. La transition environnementale, elle doit être raisonnable* », a-t-il résumé sur M6, lundi soir.

Le RN a présenté des mesures qui provoquent de nombreux reculs par rapport aux politiques déjà votées. Le parti d'extrême droite veut ainsi abroger l'interdiction de la vente des véhicules neufs à moteur thermique en 2035, faire un moratoire sur les projets éoliens et refaire du nucléaire un « *élément majeur du mix énergétique* », baisser la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de l'énergie à 5,5 %, lancer un vaste chantier de simplification des normes... M. Bardella a déjà annoncé vouloir lever les obligations liées au diagnostic de performance énergétique qui deviendrait « *consultatif* ». Idem pour le dispositif du « *zéro artificialisation nette* » qui vise à limiter l'artificialisation des sols.

« *Il y a des lacunes et des contradictions majeures, estime Géraud Guibert, président de La Fabrique écologique et ancien conseiller à la Cour des comptes. Le RN veut développer le nucléaire tout cassant les filières naissantes pour utiliser cette électricité, comme avec les voitures. Jordan Bardella dit qu'il faut aider les Français pour payer leur électricité mais va contre la rénovation thermique des logements, ce qui va renforcer la précarité énergétique.* »

L'objectif recherché est sans doute ailleurs. Car ces promesses permettent au RN de poursuivre sa tactique : capter la montée des ressentiments liés à l'écologie en s'affichant comme le parti qui lèverait les « *contraintes* » sur les propriétaires d'appartement, les automobilistes, les agriculteurs... Tout en laissant énormément de flou sur le reste. Avec le moratoire sur l'éolien, le parti d'extrême droite ne répond pas ainsi à la question de l'approvisionnement en énergie jusqu'à la construction de vingt réacteurs d'ici à 2043, dont les premiers seraient achevés d'ici à 2033, un horizon déjà jugé irréaliste.

## **Au NFP, un projet imprécis**

Les experts dénoncent une politique court-termiste qui ferait, non seulement, sortir la France de sa trajectoire climatique, mais la mettrait aussi en retard sur le développement de filières ou la poursuite d'avancées plus structurelles. « *La baisse de la TVA sur l'énergie pourrait coûter autour de 15 milliards d'euros [12 milliards, selon le RN ; 17 milliards, selon Bercy], cela représente environ quatre fois le budget de MaPrimRenov', qui permet de mieux isoler les logements, et aux Français les plus modestes de mieux résister aux chocs énergétiques, analyse Patrice Geoffron, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine-PSL. Le moratoire sur l'éolien va renforcer notre dépendance vis-à-vis des énergies fossiles venues de l'étranger. Ce n'est pas sérieux, surtout pour un parti qui se dit souverainiste.* »

De son côté, le Nouveau Front populaire affiche un projet aligné sur la plupart des demandes des associations dans le domaine de la transition écologique tout en restant parfois imprécis dans la concrétisation.

Les partis de gauche se sont ainsi mis d'accord sur un renforcement des aides pour la rénovation des bâtiments avec une « *prise en charge complète pour les ménages modestes* » ; sur la structuration de filières françaises et européennes de production d'énergies renouvelables ; sur des mesures de gratuité ciblée dans les transports publics ; sur une baisse de la TVA dans les transports en commun à 5,5 % ; sur des moratoires sur les grands projets autoroutiers, sur les mégabassines ; sur la défense des zones naturelles et les zones humides... Un projet, ambitieux mais compliqué à financer, qui a permis au bloc des gauches de recevoir le soutien de Greenpeace, de Bloom et d'autres ONG.

La gauche laisse, en revanche, en suspens le nucléaire, défendu par les communistes et vilipendé par Les Écologistes. Cet enjeu crucial est renvoyé à des discussions ultérieures. « *C'est dommage. Cette question est si structurante qu'elle doit être pensée de façon crédible en éclairant nos concitoyens sur les grands choix, même si j'ai bien conscience que cette campagne ne ressemble à aucune autre* », poursuit M. Geoffron.

## **La majorité sans nouvelles idées**

Pris en étau, les macronistes défendent leur bilan, rappelant que les gaz à effet de serre ont baissé de 5,8 % en 2023. « *C'est le fruit d'un boulot collectif, s'est félicité Emmanuel Macron, dans un podcast, lundi 24 juin. Et on l'a fait en continuant à créer des emplois, à ouvrir des industries...* » Fidèles à leur prudence quant aux « *contraintes* », le président de la République et ses équipes de campagne n'ont pas lancé de nouvelles idées mais prolongé leurs annonces, parfois en les amplifiant (construction de quatorze réacteurs nucléaires, atteindre le seuil de 100 000 véhicules électriques qui bénéficieront du leasing social, baisse de 15 % des tarifs de l'électricité)...

L'exécutif est conscient que le devenir de « *l'écologie à la française* », selon les termes d'Emmanuel Macron, dépendra en grande partie du résultat des législatives. Avec des reculs importants si le RN est élu, mais aussi un risque de blocage si jamais aucune majorité ne se dessine. A cause de ces législatives, la France n'est déjà pas en capacité d'envoyer son plan national énergie-climat à la Commission européenne avant le 30 juin. La machinerie prend du retard. En 2025, la France devra, comme tous les pays signataires de l'accord de Paris, envoyer ses contributions déterminées au niveau national, c'est-à-dire sa stratégie pour réduire les gaz à effet de serre.

En attendant le verdict des urnes, certains conseillers ont déjà commencé à réfléchir aux différents moyens de rattacher le secrétariat général à la planification écologique, dépendant de Matignon, à l'Élysée...